

Unité départementale de la Vendée
Cité administrative TRAVOT
10 rue du 93ème RI - Bât A2
85000 La Roche sur Yon
ud85.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

La Roche sur Yon, le 01 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/07/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VENDEE ENERGIE

3 rue du Maérchal Juin
CS 80040
85000 La Roche-sur-Yon

Références : PED-ENV-D23.0327

Code AIOT : 0006306674

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2023 dans l'établissement VENDEE ENERGIE implanté Les Métairies 85560 Le Bernard. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VENDEE ENERGIE
- Les Métairies 85560 Le Bernard
- Code AIOT : 0006306674
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien du Bernard compte 5 éoliennes de 125 m de hauteur en bout de pale et de puissance unitaire de 2,3 MW. Le modèle est Nordex 90 : hauteur de moyeu de 80 m et diamètre du rotor de 90 m soit une hauteur de garde de 35 m.

L'exploitant du parc est la société Vendée Energie. Ce parc éolien bénéficie d'un permis de construire accordé le 29 octobre 2008 et d'un certificat de bénéfice d'antériorité au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des ICPE, délivré le 19 décembre 2012. Un arrêté préfectoral de

prescriptions complémentaires a également été pris le 24 février 2014.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- biodiversité et dispositions diverses

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi environnemental - suite visite précédente du 03/09/2019	Arrêté Ministériel du 11/12/2019, article 12	/	Sans objet
2	Consignes de sécurité (affichage terrain)	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Mesures compensatoires – suite de la précédente visite du 03/09/2019	Autre du 05/09/2019, article R2	/	Sans objet
4	Consignes de sécurités – suite de la précédente visite du 03/09/2019	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	/	Sans objet
5	Accès aux installations	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
6	Balisage des éoliennes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le rapport du suivi environnemental décennal ayant dû être effectué en 2021 sur le parc éolien est à fournir à l'inspection des ICPE, ainsi que le plan d'actions éventuel suite à ce suivi. Au cours de l'inspection, 2 cadavres d'oiseaux indéterminés ont été constatés sous les éoliennes du parc.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental -suite visite précédente du 03/09/2019

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/12/2019, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Protection faune volante
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p> <p>Pour un projet de renouvellement autre qu'un renouvellement à l'identique, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par le II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p>
Constats : <p><i>Constat de la visite précédente du 03/09/2019 :</i></p> <p><i>Le suivi environnemental initial s'est achevé en 2011. L'exploitant a effectué un suivi de la mortalité des oiseaux et des chauves-souris en 2017-2018 (Rapport de décembre 2018). Le prochain suivi environnemental complet devra être disponible en 2021. L'échéance de la remarque n'est donc pas échue. Il devra intégrer :</i></p> <ul style="list-style-type: none"><i>- le protocole de mars 2018 dont un suivi en hauteur,</i><i>- les thèmes prévus en complément dans l'étude d'impact initiale, soit :</i><ul style="list-style-type: none"><i>. le dérangement des oiseaux nicheurs et hivernants,</i><i>. le dérangement des chauves-souris,</i><i>. l'effet du parc sur les migrants.</i> <p><i>L'inspection des installations classées informe également l'exploitant de la publication récente d'une doctrine régionale intitulée : « Prescriptions pour la prise en compte des chiroptères et de l'avifaune dans l'installation et l'exploitation des parcs éoliens en Pays de la Loire ». Ce document sera désormais à prendre en compte dans la conduite des projets éoliens.</i></p> <p><i>Réponse de l'exploitant par courrier : le suivi décennal réglementaire de 2021 intégrera les</i></p>

prescriptions de la nouvelle doctrine régionale.

Au jour de la présente visite, sauf erreur, l'inspection des ICPE n'a toujours pas reçu le rapport concernant le suivi 2021.

=> le 19/07/2023, l'inspecteur a parcouru les plateformes des 5 éoliennes et leurs alentours : 2 plumées d'oiseaux ont été retrouvées sous l'éolienne n°8375 (E3) => cf. planche photographique. Les relevés effectués présentent de fortes limites du fait de leur caractère très ponctuel et des conditions parfois limitées de détection des cadavres (des parcelles sont notamment, cultivées en maïs le jour du contrôle) et ne préjugent donc pas d'une innocuité globale du parc envers l'impact par collision avec la faune volante.

Observations :

La mortalité observée sur le parc éolien voisin de Longeville-sur-Mer, situé en continuité du parc éolien du Bernard, à l'occasion du suivi environnemental menée en 2022, est importante à la fois pour l'avifaune et les chiroptères. Cela à tel point que l'exploitant de ce parc de Longeville-sur-Mer a mis en place, en 2023, entre autres, un bridage contraignant en faveur des chiroptères, ainsi qu'un système de bridage dynamique en faveur de l'avifaune. L'inspection des ICPE sera donc extrêmement vigilante quant à l'impact potentiel par collision du parc éolien du Bernard sur la faune volante et, le cas échéant, sur les mesures à prendre pour réduire cette mortalité potentielle.

=> le rapport du suivi environnemental décennal qui a dû être réalisé en 2021 sur le parc est à fournir sous 1 mois, accompagné du plan de mesures pris suite aux résultats de ce suivi. Compte tenu de la mortalité constatée sur le parc voisin de Longeville-sur-Mer, Vendée Energie doit faire preuve de réactivité vis-à-vis de la présente demande.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Consignes de sécurité (affichage terrain)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14

Thème(s) : Risques accidentels, Affichage consignes

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.

Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :

- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;
- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;
- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;
- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.

Constats :

Le panneau d'affichage des consignes de sécurité à observer par les tiers est absent au niveau des accès aux éoliennes n°8375 (E3) et n°8377 (E5) => cf. planche photographique.

Observations :

=> sous 1 mois, l'exploitant adresse à l'inspection des ICPE, la preuve du remplacement des deux

panneaux d'affichage des consignes de sécurité (factures, photos,...)
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mesures compensatoires – suite de la précédente visite du 03/09/2019

Référence réglementaire : Autre du 05/09/2019, article R2
Thème(s) : Risques chroniques, Mise en place de mesures compensatoires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Étude d'impact initiale élaborée pour la demande de permis de construire :</p> <p>Dans un délai de trois mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un bilan des actions déjà réalisées d'enfouissement des lignes électriques, un état de situation concernant les lignes encore présentes dans le secteur et les enjeux avifaune associés ainsi que son programme prévisionnel d'actions complémentaires (calendrier et lignes concernées).</p> <p>L'exploitant adressera à l'inspection des installations classées un bilan des actions réalisées concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'effacement du réseau électrique, - l'équipement de la ligne 90 kV à l'ouest du bourg de Le Bernard avec des spirales à effarouchement (5 km soit environ 335 spirales), - l'acquisition de terrains à vocation écologique, - la création du cheminement et panneaux d'information, <p>avec le cas échéant un calendrier pour les mesures restant à mettre en oeuvre.</p>
<p>Constats : <i>Constat de l'inspection du 03/09/2023 :</i> L'exploitant adressera à l'inspection des installations classées un bilan des actions réalisées concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'effacement du réseau électrique,- l'équipement de la ligne 90 kV à l'ouest du bourg de Le Bernard avec des spirales à effarouchement (5 km soit environ 335 spirales), - l'acquisition de terrains à vocation écologique, - la création du cheminement et panneaux d'information,avec le cas échéant un calendrier pour les mesures restant à mettre en oeuvre. <p><i>Réponses de l'exploitant suite à l'inspection du 03/09/2019 :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Le réseau électrique effacé par La Régie d'Electricité de Vendée et la Société Française d'Eolienne pour les projets éoliens du Bernard et de Longeville sur Mer est indiqué sur la [carte ci-dessous] et correspond à 13.5 km de lignes HTA et BT pour un montant de 416k€. Soit 7 km et 210k€ pour la Régie d'Electricité de Vendée ; - Les spirales à effarouchement sur la ligne 90kV n'ont pas été installées. D'un commun accord avec la LPO Vendée, le bénéfice de cette mesure face aux coûts et aux contraintes engendrés n'était pas justifié. Cette mesure nécessitait des moyens importants : coupure de la ligne 90kV, moyens hélicoptés (bilan CO₂), planning d'intervention restreint, ... - L'acquisition de terrains à vocation écologique est résumée dans le [tableau ci-dessous]. - Les panneaux d'information ont été mis en place. <p>A ce stade, Vendée Energie estime avoir accompli l'ensemble des actions annoncées dans les mesures compensatoires.</p> <p>Sur le terrain le jour de la présente inspection les panneaux d'information ont été constatés au niveau de la plateforme de l'éolienne n°8373 (E1)</p>

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Consignes de sécurités – suite de la précédente visite du 03/09/2019

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Constat de la visite précédente :</i></p> <p><i>Consignes non remises à transmettre dans les meilleurs délais avec un point sur l'information réalisée auprès du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance.</i></p> <p><i>Réponse de l'exploitant par courrier du 13/11/2019 : Les consignes de sécurité sont reprises dans le plan de prévention signé chaque année par le personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Le plan de prévention est annexé à ce document.</i></p> <p>Le plan de prévention fourni est valable du 01/01 au 31/12/2019. Il mentionne les consignes de sécurité requises.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Accès aux installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accès aux installations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée :

Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.

Constats :

Le jour de l'inspection, les installations visitées (toutes les éoliennes) sont constatées fermées à clef exceptée l'éolienne n°8377 (E5) qui se trouve alors en cours de maintenance.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Balisage des éoliennes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11

Thème(s) : Risques accidentels, Fonctionnement du balisage

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.

Constats :

Le jour de la présente inspection, le balisage diurne fonctionne sur toutes les éoliennes du parc, y compris sur l'éolienne E5 alors en cours de maintenance.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet